

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
74 · Février 2015
AZB 3001 Berne



« Nous voulons une Suisse de la tolérance et de l'ouverture »

Les élections d'octobre conduiront à une décision sur l'avenir politique de la Suisse. Les électrices et électeurs devront choisir entre une Suisse de la peur, de l'exclusion et du repli, ou une Suisse d'avenir, d'ouverture et de tolérance. Le point avec Christian Levrat, président du PS Suisse. Pages 4 et 5

EGALITÉ SALARIALE

34 ans après son inscription dans la Constitution fédérale, l'égalité salariale entre hommes et femmes est loin d'être appliquée. Le point avec Anita Balz, secrétaire générale des Femmes socialistes suisses. Page 8

SCHWEIZER HELDEN

Notre rubrique culturelle présentera le dernier film de Peter Luisi, récompensé par le prix du public du Festival de Locarno. Mêlant subtilement humour, drame et réalité, il apporte un éclairage unique sur les requérant-e-s d'asile. Page 10

Gestion d'équipes et de conflits, médiation

Vous êtes susceptibles d'intervenir comme médiatrices et médiateurs lors de conflits, au sein de votre équipe de travail ou dans les instances des organisations. Pour ce faire, vous avez besoin de disposer d'outils professionnels pour analyser la dynamique d'équipe, son niveau de développement et les situations de conflit pour savoir les gérer de manière adéquate.

Ce séminaire, de 5 journées, permet aux participant-e-s d'analyser une équipe/un groupe et de l'aider à se développer harmonieusement ; de reconnaître les schémas de communication conflictuelle et de développer les réponses appropriées à la situation ; d'appliquer des techniques de communication et de gestion de conflits à des situations concrètes de travail et d'agir en médiateur/-trice dans des situations conflictuelles

Public cible et prérequis : Ce cours concerne le personnel des syndicats ou d'autres personnes intéressées (voir frais ci-dessous) pouvant justifier de compétences en animation et travail de groupe.

Dates et Lieux : 20-21.04.2015 à Morges, Hôtel La Longeraie et 28-29.05.2015 à Ste-Croix, Hôtel de France et 18.06.2015 à Lausanne, Buffet de la Gare

Intervenant : Gabriel Delaunoy (Master en sciences humaines, médiateur), Concertation

Frais de cours, alimentation et nuitées pour le personnel des syndicats affiliés à Movendo	Fr. 1650.00 +Fr. 720.00 (Pris en charge par le syndicat concerné)	Frais de cours pour membre PS : Frais de cours pour autre personne intéressée +Alimentation et nuitées	Fr. 1650.00 Fr. 2475.00 +Fr. 720.00
---	---	---	--

Inscriptions : Monbijoustrasse 61, CP, 3000 Berne 23, tél. 031 370 00 70, Fax 031 370 00 71, info@movendo.ch



L'IMAGE

Le 14 février dernier, le PS Suisse tenait ses assises à Martigny, en Valais. Près de 500 personnes, provenant de toute la Suisse, se sont ainsi réunies, le jour de la Saint-Valentin, afin de faire vivre la démocratie interne du parti.

Au programme, un débat intense et de fond pour définir la plateforme électorale à l'approche des élections fédérales du 18 octobre prochain. 10 points-clés et particulièrement concrets ont ainsi été retenus et nous accompagnerons tout au long de cette campagne :

1. Imposer l'égalité des salaires à travers des dispositions contraignantes et des conventions collectives de travail appliquées à l'échelon national
2. Une part minimum des zones à bâtir réservée aux logements d'utilité publique, pour que chacun puisse se loger, quel que soit son budget
3. Augmenter de 10 % les rentes pour assurer à chacun une retraite digne
4. Renforcer la protection contre les licenciements pour préserver les travailleur-euse-s âgé-e-s du chômage de longue durée
5. Un impôt sur la bourse pour mettre fin à la spéculation inutile et stabiliser le marché financier
6. Instaurer dans tout le pays des crèches et des écoles à journée continue gratuite pour favoriser l'égalité des chances
7. Les chèques-enfants, un vrai soutien pour les familles
8. Les primes d'assurance-maladie ne doivent pas représenter plus de 10 % des revenus d'un ménage
9. Une zone de rencontre à trafic réduit dans toutes les communes, pour que tous bénéficient d'une meilleure qualité de vie
10. Une sortie rapide et définitive du nucléaire pour un avenir énergétique durable



Le PS ne connaît rien aux finances

Voilà un laïus que les partis de droite répètent inlassablement, assèment minutieusement, instillent depuis de nombreuses années, inoculent petit à petit, ressassent sans relâche. Des années durant, le PS a démontré et expliqué, infatigablement, que les impôts étaient certes peu populaires, mais ô combien nécessaires pour la bonne marche du pays et de ses institutions ; mais surtout, pour ses habitant-e-s. En effet, les impôts n'ont pas les faveurs de la cote auprès des contribuables et il est bien plus aisé d'annoncer avec grand fracas la volonté de certains partis de vouloir les baisser, que de démontrer leur utilité. Les effets des baisses d'impôts étant, de surcroît, rarement immédiats, le lien est toujours difficile à faire entre le moment où les baisses fiscales sont annoncées et le moment, inévitable, où les prestations devront être coupées.

L'initiative du PDC sur les familles ne sort pas de cette tendance. Ainsi, l'annonce de baisses fiscales pour les familles est-elle sympathique à annoncer. N'omettons pas que, comme toute défiscalisation, ce sont surtout les familles les plus aisées qui bénéficieront prioritairement de ce cadeau fiscal. Mais au-delà de cette implacable logique fiscale, c'est la cohérence même de la politique budgétaire qui est mise à mal. Les nombreuses expériences cantonales le démontrent : les situations budgétaires difficiles ont débouché sur de douloureux programmes d'austérité. Principales cibles de ces économies : subventions d'assurance-maladie, allocations de formation, social, santé, formation. Lorsque le PDC « justifie » son initiative par le fait d'éviter de donner d'une main pour reprendre de l'autre, c'est au final exactement ce qu'il fera. En effet, l'Etat n'aurait d'autre choix que de donner d'une main des cadeaux fiscaux, pour couper de l'autre dans des prestations essentielles pour la population. NON à une initiative qui débouchera sur un désastre budgétaire, NON à une initiative qui profitera prioritairement aux familles les plus aisées.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info, Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
 Rédaction Gaël Bourgeois et Yves Chatton
 Production Atelier Bläuer, Berne



Des réponses concrètes aux préoccupations de la population

Flavia Wasserfallen
 Co-secrétaire générale
 du PS Suisse

Le 18 octobre prochain, nous nous trouverons face à une élection déterminante : voulons-nous une Suisse de la peur, de l'isolement, de l'exclusion ou, a contrario, une Suisse de l'ouverture, de la confiance et de la solidarité ? Avec son préambule et ses 10 revendications concrètes, le PS Suisse s'engage avec conviction dans cette importante campagne. Ce ne sont pas moins de 550 délégué-e-s qui ont discuté et arrêté cette plateforme électorale, lors du Congrès de Martigny le 14 février dernier. C'est donc au travers d'un papier de 6 pages de véritable et concret contenu, que notre base se lance dans cette campagne électorale.

Le préambule traverse ainsi les principales contributions du PS à la Suisse moderne. Ce sont ainsi les socialistes qui ont conquis de haute lutte l'AVS, de même que l'allocation de maternité, le droit de vote des femmes et les conventions collectives de travail (CCT), qui protègent au quotidien les salarié-e-s. Aujourd'hui, ces acquis, dont nous pouvons être fiers, sont menacés par les coups de boutoir de la droite. Nous devons combattre sans réserve l'isolement, l'exclusion et le repli. Nous voulons et devons maintenir de bonnes relations avec l'Europe. Nos liens avec le Vieux Continent sont étroits : ils sont bien entendu économiques et techniques, mais également culturels, sociaux et affectifs. En tant que socialistes, c'est pour toutes ces raisons que

nous nous engageons jour après jour pour une société solidaire, juste et ouverte.

C'est pourquoi nous parlerons, au cours de prochains mois, d'Europe ou d'immigration. Nous le ferons sans craintes, sans préjugés, contrairement aux partis bourgeois, mais apporterons également 10 réponses concrètes, qui feront ainsi suite au préambule de portée générale. Dix réponses pour améliorer la vie quotidienne des habitant-e-s, de tous les habitant-e-s, de ce pays. Une division par deux de l'immigration ne conduira pas à un doublement de notre qualité de vie. Le PS ne mène pas, ni ne mènera, la chasse aux boucs émissaires, il entend par contre mener une politique en faveur de salaires justes, de logements abordables et de retraites solides. Nous exigeons une meilleure protection contre les licenciements des travailleuses et travailleurs de plus de 50 ans, une généralisation des structures d'accueil pour les enfants et un horaire continu à l'école, 10 % d'augmentation des rentes AVS ou encore l'introduction d'un impôt sur les gains en bourse.

Les citoyen-ne-s attendent du PS des réponses concrètes et adéquates face aux problèmes quotidiens. Ils les trouveront, à n'en pas douter, dans notre plateforme électorale. Je suis ainsi convaincue que c'est bien la Suisse de l'ouverture et de la solidarité qui sera renforcée le 18 octobre prochain.

ENTRETIEN AVEC CHRISTIAN LEVRAT, QUI DÉCRIT DEUX IMAGES ANTITHÉTIQUES DE LA SUISSE ; DEUX IMAGES QUI S'OPPOSERONT EN CETTE ANNÉE ÉLECTORALE ; DEUX IMAGES QUI ABORDENT DE MANIÈRE TOTALEMENT DIFFÉRENTE LES DÉFIS QUI ATTENDENT LA SUISSE AU COURS DE LA PROCHAINE LÉGISLATURE.

« Le PS est le garant du vivre-ensemble et de la tolérance en Suisse »

Nous nous trouvons au début d'une année électorale. Quelle est l'importance de ces élections en cette période de grands défis politiques ?

Ces élections sont très importantes. Deux camps politiques s'opposent diamétralement et proposent des solutions en totale contradiction. L'UDC veut une Suisse de l'exclusion et de la peur. Elle remet en cause la Convention européenne des droits humains, ne veut accueillir aucun réfugié en provenance de Syrie et tente de décrédibiliser nos institutions depuis des décennies.

De notre côté, nous voulons une Suisse de la tolérance et de l'ouverture. Le 18 octobre ne se joueront pas que des répartitions de sièges aux Chambres fédérales, mais bien une décision qui déterminera quel sera le futur de la Suisse sous l'angle de ces deux « Suisses ».

Comment cela se présente-t-il avec le PLR, le PDC et les autres partis bourgeois ?

Le PLR a perdu tous ses repères historiques. Il a définitivement quitté le camp d'une Suisse « des Lumières », auquel il avait toujours appartenu depuis la construction de l'Etat moderne en 1848, pour s'engager dans le camp de l'exclusion. Leur président, Philipp Müller, est l'incarnation de cette perte de repères, en se rapprochant, toujours plus, de l'UDC. Il restera toujours « monsieur 18 % », en ayant soutenu l'UDC dans cette démarche d'exclusion. Et pourtant, il a bien conscience qu'une part importante de son parti n'adhère pas à cette approche. Le PS reste donc le seul garant du vivre-ensemble, de la cohésion et de l'ouverture de la Suisse.

Et qu'en est-il du côté du centre ?

Du côté de quoi ? (rires...)

Avec le PDC, le PBD, les Vert'libéraux

(Soupir) Nous avons plutôt bien travaillé avec le PDC dans la dernière législature, sur les questions énergétiques ou financières notamment. Avec les Vert'libéraux, c'est une autre paire de manches. Sur certaines questions particulières, il est également possible de travailler, mais dès que des questions de pouvoir sont en jeu, tout devient beaucoup plus compliqué. Ainsi, Martin Bäuml avait soutenu, tant en 2007 qu'en 2011, l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral. En ce

sens, les Vert'libéraux se sont aussi éloignés du chemin « des Lumières ».

Le parlement qui sortira des urnes décidera donc, également, si l'actuelle majorité PS, PDC et PBD pourra être reconduite ou si, a contrario, l'alliance PLR/UDC obtiendra un quatrième siège...

Exactement. Le Conseil fédéral a pris beaucoup de ses décisions à de courtes majorités de 4 contre 3 et cette majorité est aujourd'hui en danger. Si six sièges devaient être transférés de la gauche ou du centre vers la droite conservatrice, l'UDC pourrait alors obtenir un second siège au gouvernement. Cette hypothèse ne peut être écartée, même en étant optimiste quant à nos propres résultats.

Quel est l'objectif du PS ?

20 %. Pour y parvenir, nous devons encore gagner quelques dizaines de milliers de voix.

Le PS mobilisera, pour la toute première fois dans cette campagne, son électorat potentiel par téléphone. Cela ne risque pas d'énervier les gens ?

Je ne crois pas non. Nous l'avons déjà testé il y a peu de temps, avant les élections communales à Thoune. La réaction la plus fréquente ressemblait à ceci : « Ah, c'est une bonne chose que vous m'appeliez ! ». Suite à quoi d'intéressantes discussions s'en suivaient. Les stands dans la rue sont évidemment nécessaires, mais plus aussi efficaces que par le passé ; nous devons faire un pas supplémentaire pour aller vers les gens. Je suis absolument convaincu de cette nouvelle forme de mobilisation.

Quels seront les thèmes dominants de cette année électorale ?

Comme on le sait maintenant depuis le 15 janvier, les conséquences de la décision de la Banque nationale suisse (BNS) d'abolir le cours plancher. La surévaluation du franc pourrait coûter de nombreuses places de travail et plonger la Suisse dans la récession. A cela s'ajoutent des thèmes tels que la réforme de la prévoyance vieillesse 2020, les questions de répartitions ou encore nos relations avec l'Europe en lien avec la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration. On voit également

« A l'époque de l'Ancien Régime, avant 1848, quelques familles nobles régnaient sur le reste de la population. Apparemment la droite entend célébrer cette époque, moi pas ! »

que la question de l'égalité salariale entre hommes et femmes revient sur le devant de la scène. Voilà 15 ans que la situation n'évolue plus, voire que nous reculons ; et cela n'est tout simplement plus acceptable. Le principe de base « à travail égal, salaire égal » devrait être une évidence à l'orée du 21^e siècle.

Tu parles de l'immigration comme un thème qui sera important en cette année électorale. Pourtant, le PS a évité ce thème lors des campagnes précédentes...

Une courte majorité de la population a décidé, le 9 février 2014, que la Suisse devait régler de manière plus indépendante les questions de migration. Dans le même temps, si l'on entend maintenir nos relations avec l'Union européenne, nous devons conserver la libre circulation des personnes. Face à ce dilemme, nous devons trouver une porte de sortie. Et la position du PS est très claire : les questions migratoires doivent être résolues au travers de réformes politiques sociales et économiques. Les forces de travail indigènes doivent être mieux formées, la conciliation entre vies familiale et professionnelle améliorée, quant aux travailleurs âgés, ils doivent être mieux protégés. Avec les propositions faites par les partis bourgeois, il n'y a pas de possibilité de mener une politique raisonnable en matière de migration.

2015 sera également une année de jubilé, celui des 500 ans de la bataille de Marignan. La droite tentera probablement de l'exploiter pour justifier ses positions d'isolement et de neutralité. Comment se positionne le PS ?

La droite ferait mieux de fêter discrètement Marignan. En effet, nous serions bien l'un des seuls pays au monde à vouloir commémorer et nous réjouir d'une cinglante défaite. J'ai vainement cherché une « gare Waterloo » à Paris. De plus, l'approche de la droite n'est pas correcte. Marignan ne marque pas le début de la neutralité suisse, Marignan marque la dernière offensive coordonnée de la Suisse hors de ses frontières. Nombre de soldats ont continué à combattre à l'étranger après 1515, comme mercenaires pour les Habsbourg, les Français ou encore les princes héritiers allemands. La question reste la même : quelle Suisse voulons-nous ? Celle de Marignan ou celle de 1848, lorsque l'Etat moderne a été construit ?

Lorsque l'on parle de 1848, on pense tout d'abord aux radicaux, pas tellement au PS...

Les radicaux sont les bienvenus pour fêter avec nous, le 12 septembre prochain, l'anniversaire de la Suisse moderne. Ils le feront peut-être s'ils parviennent à s'extirper de leur ornière idéologique. A l'époque de l'Ancien Régime, avant 1848, quelques familles nobles régnaient sur le reste de la population. Apparemment la droite entend célébrer cette époque, moi pas ! Ce n'est pas la Suisse que l'on souhaite, nous nous engageons pour les droits humains, pour la séparation des pouvoirs, et pour pérenniser les structures de notre Etat. Notre Suisse, c'est la Suisse des droits humains, la Suisse qui est née après la grève générale de 1918, la Suisse de la paix.





Concrètement : Comment mobiliser pour 2015 ?

Dynamiser la participation électorale par téléphone

En vue des élections fédérales d'octobre prochain, le PS a décidé de mener une campagne de mobilisation de sa base électorale, qui a déjà fait ses preuves dans les cantons de Lucerne et de Zurich. L'objectif est de téléphoner à plus de 100 000 personnes dans toute la Suisse. Pour parvenir à une telle mobilisation, un des leviers est l'organisation de terrain. Celle-ci est assurée par un-e animateur-trice de campagne. Cette personne contacte et rencontre des membres et des sympathisant-e-s qui se constituent en groupes de mobilisation. Ces derniers se retrouvent régulièrement pour échanger et pour mener différentes actions de mobilisation (stands, porte-à-porte, actions téléphoniques). Et c'est la réception du matériel de vote qui marque le lancement de la grande action finale. Où tous les groupes de mobilisation se réunissent pour dynamiser la participation électorale par téléphone.

Nouveauté 2015: un outil de mobilisation

Pour assurer l'efficacité de la campagne de mobilisation, notamment le ciblage des électeurs, le PS a développé un outil. Ce dernier comporte de nombreuses fonctions: liste des membres et sympathisant-e-s à contacter, carnet d'adresses réservé à l'utilisateur-trice, bloc-notes pour les remarques spécifiques, guide de conversation téléphonique et gestionnaire d'événements. L'outil est facile d'usage, accessible à toutes les générations d'utilisateur-trice-s et garantit le respect de la protection des données.



Oliver Heimgartner, animateur de campagne

Expérience réussie dans le canton de Zurich

Dans le canton de Zurich, la campagne de mobilisation est actuellement mise en place pour les élections cantonales. Oliver Heimgartner, animateur de campagne, nous fait part de son expérience:

– Pourquoi la campagne de mobilisation est-elle importante ?

Dans ce contexte électoral, où l'on va voter pour une certaine vision de la Suisse, il est important de pouvoir mobiliser un maximum d'électeurs et d'électrices. Cette campagne encourage la démocratie, car elle permet aux membres de se rencontrer, de discuter autour des enjeux de la campagne. Les membres se sentent écoutés et impliqués ; et c'est très important.

– Quelles sont les réactions des membres ?

Les retours sont très positifs, tant des groupes de mobilisation que des membres appelés. Lors de la première action téléphonique, nous sommes parvenus à contacter 2000 membres. Parmi eux, 50 % nous ont confirmé leur engagement général dans la campagne et 300 membres se sont inscrits à différentes actions de terrain : stand, distribution de tracts.

Jennifer Conti, collaboratrice du PS Suisse

Mais pourquoi la démocratie s'arrêterait-elle aux portes des entreprises ?

LA SUISSE EST LE PAYS DE LA DÉMOCRATIE. CERTES, NOTRE DÉMOCRATIE N'EST PAS SANS DÉFAUTS, MAIS ELLE FONCTIONNE. POURTANT, IL EST UN DOMAINE TRÈS IMPORTANT QUI LUI ÉCHAPPE TOTALEMENT, ALORS QU'IL CONCERNE CHACUNE ET CHACUN : LE MONDE DU TRAVAIL. DANS LES ENTREPRISES EN EFFET, SEULS LES PROPRIÉTAIRES ONT LEUR MOT À DIRE. EUX SEULS PEUVENT DÉCIDER DE L'AVENIR DES PLACES DE TRAVAIL, DE LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES, DES INVESTISSEMENTS, DES DÉLOCALISATIONS, ...

Pourtant, ces décisions peuvent avoir un impact majeur sur la vie des travailleurs et travailleuses concerné-e-s, mais aussi de la population de toute une région. Certes, dans bien des cas, les travailleurs organisés en syndicats, et parfois la population concernée, parviennent à influencer ces politiques. Mais ce droit de négociation collective se conquiert toujours de haute lutte, n'est jamais acquis et n'existe tout simplement pas dans de nombreuses branches, soit parce que l'organisation des travailleurs y est insuffisante, soit parce qu'un patronat nourri au biberon des idées néolibérales refuse par principe toute immixtion des travailleurs, de leurs représentants ou des élus locaux. Et malheureusement, la loi leur donne presque toujours raison. Il est d'ailleurs piquant de constater que les partis qui prétendent haut et fort défendre la volonté populaires sont en général ceux qui souhaitent restreindre le plus son champ d'application et refusent toute extension des droits de participation et de codécision dans les entreprises, de même que tout contrôle démocratique sur leurs pratiques.

« Il n'est pas acceptable qu'une minorité, celle qui s'enrichit de plus en plus, s'octroie le droit de prendre des décisions ayant un impact sur la vie des citoyen-ne-s. »

Le PS préconise donc de renforcer la démocratie économique, en particulier en renforçant l'influence des travailleurs à l'intérieur des entreprises. Cela permettra d'une part d'améliorer la compétitivité des entreprises concernées, car ce sont leurs travailleurs qui savent en général le mieux ce qui s'y passe, ce qui peut y être amélioré et comment. Plusieurs exemples récents montrent que les travailleurs en savent souvent bien plus sur la rentabilité d'une entreprise ou d'un site qu'une direction souvent conseillée par une poignée de consultants aussi grassement payés que peu au fait des réalités du terrain. Mais surtout, la démocratie économique vise à (re) donner le pouvoir à la majorité de la population. Il n'est pas acceptable qu'une minorité, celle qui s'enrichit de plus en plus, s'octroie le droit de prendre des décisions ayant un impact sur la vie des citoyen-ne-s. Ainsi, quand une entreprise décide de pratiquer l'optimisation fiscale ou de délocaliser, ce sont tous les contribuables, assurés, employés des fournisseurs et sous-traitants qui paient les pots cassés, sans avoir pu donner leur avis.

La démocratie économique devient chaque jour plus nécessaire. D'une part, parce que les multinationales gagnent chaque jour en pouvoir face à des Etats que la droite veut affaiblir et qui butent souvent sur leurs frontières lorsqu'ils interviennent. Et, d'autre part, parce que la majorité de droite de notre pays a de plus en plus tendance à vouloir soustraire certains domaines de l'intérêt général à l'influence des élus du peuple : bon nombre de ses propositions visent en effet à confier à des « experts » le soin de fixer certaines règles ou à laisser au « bons soins » du marché certaines prestations. Dans ce contexte, il est d'une part indispensable de réaffirmer la primauté des institutions démocratiques et du service public. Mais il est aussi capital de donner aux travailleur-euse-s le droit de prendre part aux décisions qui concernent leur propre avenir.

Jean Christophe Schwaab
conseiller national (VD)



La démocratie doit-elle s'arrêter, comme les femmes à l'époque, aux portes des entreprises ?

ÉGALITÉ SALARIALE

Ici et maintenant

manifestation nationale le 7 mars 2015 : toutes et tous à Berne !

7,7 milliards de francs: voilà le montant des économies faites sur le dos des femmes chaque année dans notre pays. En 2015, soit 34 ans après l'inscription de l'égalité dans la Constitution fédérale, les femmes gagnent toujours environ 20 % de moins que les hommes pour un travail de valeur égale – et ceci uniquement parce qu'elles sont des femmes: près de 9 % de l'inégalité salariale est due à de la discrimination pure. Par femme, cela représente 677 francs par mois, soit 8000 francs par année. De l'argent qui nous manque aujourd'hui et nous manquera plus tard dans nos rentes de vieillesse. Ainsi, chacune perd 380 000 francs en moyenne pour le calcul de son AVS.

C'est pour cela que les femmes veulent maintenant que le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale, comme le garantissent la Constitution fédérale et la loi sur l'égalité entre femmes et hommes, devienne rapidement et systématiquement la réalité. Mais il faut à la fois une volonté politique et des contrôles efficaces. Le Conseil fédéral

emprunte enfin cette voie. Ce qui est d'autant plus important que l'égalité des salaires permet aussi de mieux concilier famille et emploi.

Mais un pas dans la bonne direction ne suffira pas. D'autant plus que le même Conseil fédéral veut relever parallèlement l'âge de la retraite des femmes. Si rien ne bouge, il est primordial que les femmes se manifestent publiquement. Avec une grande manifestation nationale, le 7 mars prochain, nous voulons montrer que la moutarde nous monte au nez, à nous les femmes. Nous voulons dire comment les choses doivent se faire: nous voulons l'égalité des salaires, ici et maintenant!

Pour ces raisons, une vaste alliance composée de partis et d'organisations féminines (ecclésiastiques, syndicales et bourgeoises) appelle à une grande manifestation à Berne. En plus des Femmes socialistes, du PS et de la Jeunesse socialiste, on y trouve les femmes de l'Union syndicale suisse (USS) et de Travail. Suisse, ainsi que de grandes associations de femmes. Nous toutes, nous

voulons faire venir des milliers de personnes à Berne.

2015 sera une année clé pour l'égalité des salaires. Pour cela, il est important que, le 7 mars prochain, le plus grand nombre de femmes et d'hommes, aussi déterminés que possible, exigent l'égalité salariale, ici et maintenant! Nos chances sont bonnes, car jamais encore, une alliance aussi large n'avait appelé à la mobilisation pour une manifestation des femmes. Profitons-en: le 7 mars, toutes et tous à Berne!

Anita Balz, secrétaire centrale des Femmes socialistes, et Regula Bühlmann, secrétaire centrale responsable de l'égalité à l'USS

« Jamais encore, une alliance aussi large n'avait appelé à la mobilisation pour une manifestation des femmes. »

Anita Balz



PROGRAMME

13h30 Rendez-vous à la Schützenmatte
Ouverture de la manifestation
Départ du cortège jusqu'à la place fédérale

16h00 Fin de la manifestation

Des trains spéciaux – gratuits – au départ de Genève et de Zurich sont organisés.

Plus d'informations sur www.7mars2015.ch

AGENDA

Assemblée des membres des Femmes socialistes suisses

- Discussion avec le Conseiller fédéral Alain Berset sur le thème de la réforme Prévoyance vieillesse 2020

- Partie statutaire
Rapport d'activité et objectifs stratégiques
Élection de la Présidence et du Comité directeur
Élection des 8 déléguées à l'Assemblée des

délégué-e-s, et des 3 déléguées à la Conférence de coordination du PS Suisse, ainsi que leurs remplaçantes

Délibération et décisions sur les propositions déposées par les membres
Révision du Règlement

- Campagne électorale 2015
- Divers

Délai d'inscription et de candidature, propositions et questions: 27 février 2015.
Informations: psfemmes@pssuisse.ch

« Le travail d'équipe est essentiel. »

ENTRETIEN AVEC ERIC VORUZ

A l'approche du renouvellement des Chambres fédérales le 18 octobre 2015, quelques parlementaires socialistes romand-e-s ont annoncé qu'ils ou elles ne brigueraient plus de nouveaux mandats. L'occasion pour socialistes.ch de les rencontrer autour d'un entretien sous forme de rétrospective de leurs années passées sous la coupole et pour évoquer également leur avenir, politique ou non. Après Maria Bernasconi, rencontre avec Eric Voruz, conseiller national vaudois.

SOCIALISTES: Tu as annoncé que tu ne te représenterais pas ; quels facteurs ont été déterminants dans ce choix ?

Eric Voruz: Durant 2 législatures, j'ai appris beaucoup de choses alors que je m'étais mis dans la tête que je ne serai jamais conseiller national, tant ma fonction de syndic me passionnait. Le destin en a décidé autrement. Alors que je vais avoir 70 ans cette année, il n'est plus question pour moi de me « pousser » pour une nouvelle élection. J'ai vécu une expérience extraordinaire car au PS tout le monde s'entraide, il n'y a pas de conflits de générations, bref nous travaillons pour le bien commun. D'autres peuvent maintenant poursuivre le travail.

Après deux législatures passées sous la coupole fédérale, comment vis-tu cette décision ?

Je la vis tout à fait normalement et sans nostalgie.

Quelles ont été tes plus grandes réussites et tes plus grandes déceptions au cours de ta carrière bernoise ?

Pour moi, il n'y a pas eu de « grandes réussites » mais seulement la joie d'avoir pu travailler dans des conditions normales au sein de la Commission de politique de sécurité du conseil national et en tant que membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. C'est donc avec passion que j'ai pu apporter ma faible contribution dans ces instances, les questions de sécurité dans l'une et celles des migrations et de l'égalité dans l'autre. Dans ces conditions, je ne peux pas dire qu'il y a eu de grandes déceptions...

Quels ont été tes principaux engagements ?

Tout au long de ma « vie politique », j'ai milité pour le bien commun. Mes engagements ont été multiples ; tant syndicaux, associatifs que politiques. Pour moi, c'était un tout. Le bien commun est une priorité et un éternel recommencement. Je ne peux énumérer mes principaux engagements, tant ils sont nombreux, mais normaux dans nos sociétés si diversifiées et parfois contradictoires. J'ai été placé hors ma famille lorsque j'étais enfant et adolescent, j'ai voulu rendre à la communauté ce qu'elle m'a donné lorsque j'avais besoin d'elle. En toute simplicité.

Ton départ du Conseil national annonce-t-il la fin de ton engagement politique ?

Surtout pas ! J'ai des engagements bénévoles dans différentes associations. Et bien sûr je poursuivrai mon militantisme socialiste...

Sur lesquels de tes projets souhaites-tu mettre la priorité à l'avenir ?

Je préside une société coopérative d'habitation. L'habitat social est une priorité tout comme la défense des locataires et des salarié-e-s. Mais la famille ne sera pas oubliée non plus... Donc du travail continu pour le retraité que je suis, tant que la santé me le permettra.

As-tu quelques conseils à donner à ton successeur ?

Ne pas marcher sur les autres pour arriver à ses fins. Le travail d'équipe est essentiel, aider les plus faibles que soi. C'est cela notre engagement socialiste.

Propos recueillis par Gaël Bourgeois

« N'oublie jamais celles et ceux qui t'ont aidé à arriver là où tu te trouves aujourd'hui car elles et ils t'ont ouvert un chemin que tu découvres à chaque instant, tant ce chemin est long. »

CV EXPRESS

1986–1993 Municipal à Morges

1982–1994 Député au Grand Conseil

1994–2008 Syndic de Morges

2007–2015 Conseiller national

Commission de la politique de sécurité CN (CPS-CN)

Délégation auprès du Conseil de l'Europe (DCE-) Suppléant(e)



Schweizer Helden

Peter Luisi ne souhaitait pas faire une propagande politique, mais il voulait présenter un film qui est centré sur les besoins humains.

Ce n'est pas un hasard si le Prix du public de la 67^e édition du Festival de Locarno a été attribué au dernier film de Peter Luisi, *Schweizer Helden*. Inspiré d'une histoire réelle, ce film mélange subtilement un sujet d'actualité brûlant avec une fiction dramatico-comique et poignante. Alors prenez place et admirez cette pièce de Guillaume Tell interprétée par des requérant-e-s d'asile !

Sabine vit dans le canton d'Uri, tout comme Guillaume Tell selon la légende. Même s'il est difficile de ressentir de la sympathie pour cette bourgeoise de 50 ans, tant sa vie triste et ennuyeuse reflète bien sa personnalité, son sort n'est pas vraiment enviable. Récemment séparée de son mari et délaissée par ses proches, cette femme au foyer se prépare à passer seule les fêtes de fin d'année. C'est alors qu'elle découvre par hasard un centre de requérant-e-s d'asile et qu'elle décide d'organiser des activités pour ses habitant-e-s, cela afin de pallier sa solitude.

Lors de la première séance, elle leur raconte la légende de Guillaume Tell et pour diverses raisons, les requérant-e-s s'identifient au person-

nage et à son histoire. Pour obtenir la reconnaissance de ses proches, Sabine décide alors d'interpréter la pièce de théâtre Guillaume Tell de Schiller avec les habitant-e-s du centre. Cependant, la préparation de la pièce ne passera pas inaperçue et Sabine et sa troupe feront face à plusieurs obstacles, tant personnels que politiques, avant de pouvoir présenter la pièce. Ces diverses expériences bouleverseront Sabine qui évolue gentiment tout au long du film. Elle finira par comprendre que ce qui compte vraiment, n'est de loin pas ce qu'elle s'imaginait initialement.

Selon ses dires, Peter Luisi ne souhaitait pas faire une propagande politique, mais il voulait présenter un film qui est centré sur les besoins humains. Et si la situation des requérant-e-s d'asile occupe une part importante du film, les spectateurs suisses s'identifieront peut-être également avec un autre thème traité : la solitude. Celle de Sabine n'est pas unique ou exceptionnelle. De plus en plus de citoyen-ne-s suisses souffrent de ce fléau moderne. Sabine trouvera pourtant une échappatoire en renforçant sa perception d'autrui, cette qualité humaine si essentielle

pour lutter contre l'isolement et l'égoïsme. À travers le contact humain, les larmes et les rires, Sabine retrouvera l'envie et la joie de vivre.

Mais ne vous y trompez pas, l'intérêt du film ne s'arrête pas à la conquête du bonheur de Sabine. Malgré de nombreuses scènes drôles et touchantes, il n'est pas possible de passer à côté de la situation précaire des requérant-e-s d'asile qui doivent lutter contre des systèmes politiques brutaux, tant dans leur pays que dans le nôtre. D'ailleurs, Remzi, un réfugié kurde, nous le rappelle bien avec un cri de désespoir : « vous venez ici, faire du théâtre. Drôle ! Drôle ! Mais nous ne sommes pas drôles ! ». Et c'est là que le film prend toute son ampleur ; il parvient à relier ingénieusement l'histoire des requérants d'asile à celle de Guillaume Tell. Et oui chers spectateurs, derrière ses scènes humoristiques, ce film ne fait rien d'autre que de mettre en scène des migrants – des êtres humains – qui se battent pour leur liberté et celle de leurs proches, tout comme l'a fait notre héros national, notre symbole de liberté.

Yves Chatton, collaborateur du PS Suisse

Fondation l'EssentiElles Collombey-Muraz (VS)

Créée en 2011, la Fondation l'EssentiElles a pour objectif de soutenir, accompagner et héberger les victimes (femmes et hommes) en situation de violence conjugale, au travers d'un travail interdisciplinaire en réseau sur tout le territoire du canton du Valais. Elle fonctionne actuellement de manière totalement bénévole, avec des professionnels du social de l'éducation et de la santé, mais espère pouvoir, dans les années à venir, professionnaliser une partie de ses activités.

Si les centres de consultation LAVI (Loi sur l'aide aux victimes d'infractions) du canton du Valais sont efficaces et professionnels, leur champ d'action est parfois limité aux violences physiques et sexuelles et leur intervention plus délicate dans le domaine des violences psychologiques qui sont exercées au sein d'un couple.

La Fondation offre ainsi une écoute, un suivi, des conseils, une aide administrative, voire juridique, pour les victimes et leur famille. Pour sa présidente, Johanne Carron, «l'EssentiElles cherche actuellement des solutions pour un hébergement anonyme d'urgence, afin de pouvoir concrètement proposer une solution immédiate de repli dans les situations les plus délicates».

Une permanence téléphonique est maintenant active depuis plus d'une année et permet d'effectuer une première prise de contact, afin d'évaluer la situation et d'orienter la personne concernée vers les services les plus adéquats ou de



la rencontrer pour poursuivre l'écoute et le suivi nécessaire.

Le canton du Valais doit se pourvoir d'une Loi cantonale sur les violences conjugales, mais les travaux du Grand Conseil sont malheureusement bloqués depuis de nombreux mois. La Fondation espère qu'ils pourront rapidement reprendre, afin de donner un meilleur cadre légal, voire financier aux activités de l'EssentiElles.

Pour vos dons :
Banque Raiffeisen Martigny Région
1926 Fully
IBAN: CH96 8059 5000 0033 4699 0
CP:19-1454-1
www.lessentielles.ch
infos@lessentielles.ch
079 320 98 70

LE RÉSULTAT



Aléxis Tsípras
36,34 %
SYRIZA



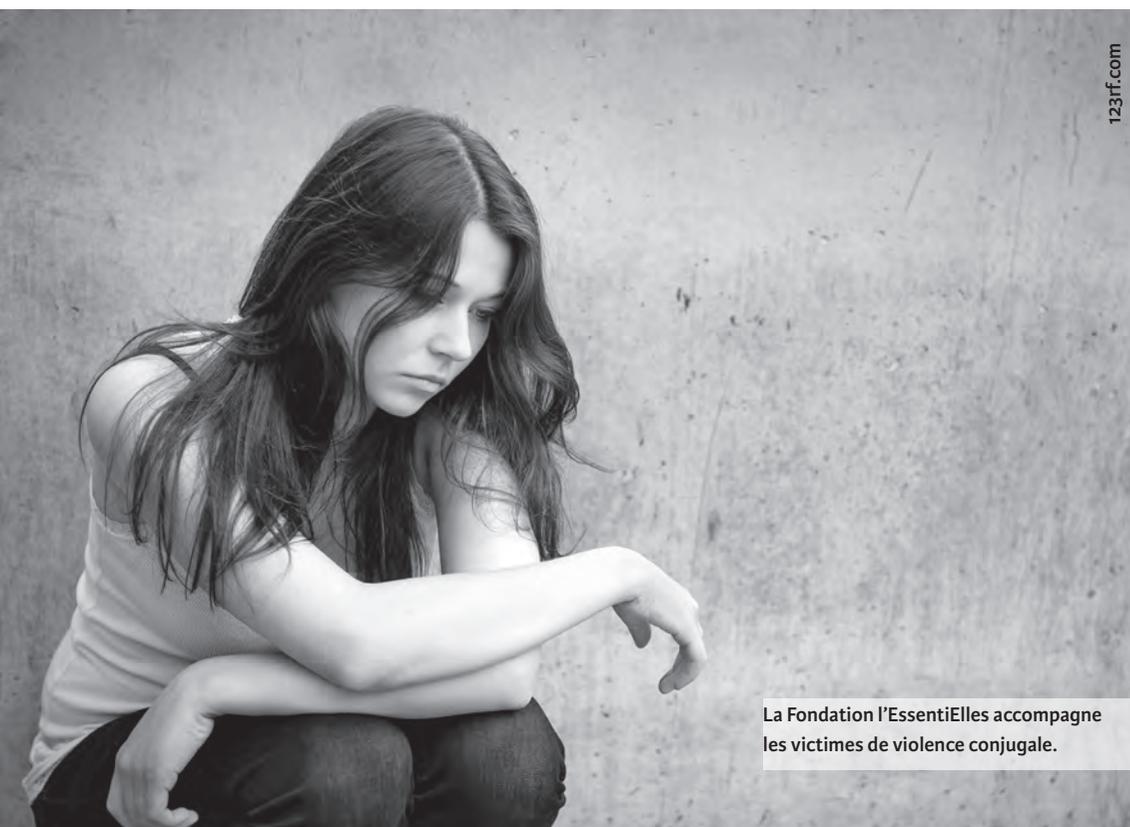
Antónis Samarás
27,81 %
Nouvelle Démocratie

A 40 ans, Aléxis Tsípras et le parti Syriza, qu'il préside depuis 2012, remportent les élections législatives anticipées en Grèce du 25 janvier 2015. Ces élections ont été organisées après trois échecs consécutifs pour l'élection présidentielle anticipée. Le nouveau premier ministre, dont le parti a manqué de très peu la majorité absolue au Vouli, le Parlement grec, annonce alors la mise sur pied d'un gouvernement de coalition «anti-austérité». En raflant 149 (+78) des 300 sièges au parlement, Syriza succède ainsi à Antónis Samarás, dont le parti «Nouvelle démocratie» (droite conservatrice), a obtenu 76 sièges (-53). Il s'agit là d'un cinglant désaveu de la politique menée ces dernières années. Le bras de fer avec l'Europe n'a pas tardé à s'engager et promet des étincelles au cours des prochains mois.

LA STATISTIQUE

1% > 50%

En 2016, la richesse cumulée du 1% des plus riches de la planète dépassera la moitié des richesses du globe! C'est ce qu'affirmait l'ONG Oxfam. L'étude publiée démontre ainsi les tendances qui se confirment, année après année, sur les écarts toujours plus importants dans la répartition des richesses. Alors que la part détenue par le 1% des plus riches n'atteignait «que» la barre de 44% en 2009, elle devrait franchir la barre lourdement symbolique des 50% l'année prochaine, selon les prévisions de l'ONG britannique, qui s'engage également pour contrer l'évasion fiscale. Elle incite ainsi les Etats à adopter un plan pour lutter contre les inégalités, notamment en contrant l'évasion fiscale, mais également en promouvant la gratuité des services publics, en taxant davantage le capital et moins le travail, en instaurant des salaires minimaux ou encore en mettant en place une protection sociale pour les plus démunis.



La Fondation l'EssentiElles accompagne les victimes de violence conjugale.



SPIRITAS CIVIL VOICES

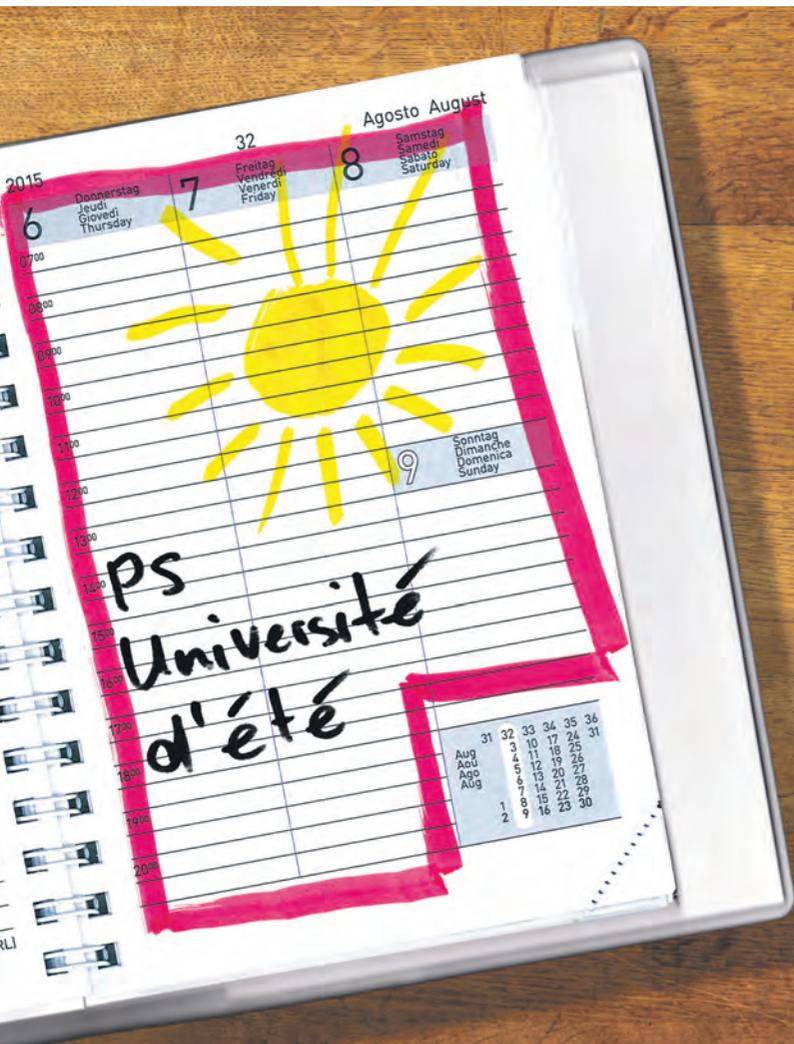
Le chômage doit disparaître !

Grâce à des projets d'insertion diversifiés, nous créons des perspectives pour les personnes qui sont sans emploi depuis longtemps. Merci de nous soutenir dans cette démarche.

www.oseo-suisse.ch
CCP 30-241785-6



**Œuvre suisse d'entraide
ouvrière OSEO**
Travail et intégration



à noter...

